

RETOUR AU RESPECT DU DROIT INTERNATIONAL ET AUTO-DÉTERMINATION DU PEUPLE IRANIEN

COMMUNIQUÉ
PARIS, LE 03 MARS 2026

Après des massacres de manifestantes et manifestants par le régime des mollahs d'une ampleur sans précédent, ayant endeuillé des dizaines de milliers de personnes, et alors que des négociations sur le programme nucléaire iranien étaient engagées, les Etats-Unis et Israël ont lancé une agression militaire de grande ampleur contre l'Iran, engendrant de nombreuses victimes civiles et destructions d'infrastructures.

Les exactions du régime iranien depuis des décennies, et tout particulièrement ces dernières semaines, ne rendent aucunement acceptable une offensive militaire dans laquelle Donald Trump et Benyamin Netanyahu se sont unis une nouvelle fois pour servir leurs intérêts politiques de court-terme, au détriment des populations civiles qui subissent les bombardements et voient leurs droits fondamentaux bafoués en Iran et plus largement au Moyen-Orient.

L'appel de Donald Trump au peuple iranien à se saisir de la chance de prendre le pouvoir est une déclaration au mieux perverse, permettant à terme de rejeter la responsabilité de l'échec de cette opération militaire injustifiée sur le peuple iranien et, au pire, une étape avant la prise de contrôle du pays par sa mise sous tutelle politique et l'accaparement de ses richesses, comme au Venezuela.

Car l'effet de sidération ne doit pas nous faire oublier que l'objectif premier de Donald Trump dans le cadre de toutes ses décisions est un objectif de prédation. Donald Trump n'est en aucune manière pour la paix, la démocratie et la protection des droits humains. Il ne recherche que le pouvoir manichéen et l'enrichissement des Etats-Unis. Les droits humains, fondés sur l'humanisme et la liberté individuelle et collective, sont à l'opposé de la politique autoritaire et prédatrice de Donald Trump.

Le président américain a choisi de supprimer l'aide humanitaire et le financement des agences des Nations unies, privant d'aide et de soins des millions de personnes souffrant de famine, de manque d'accès aux soins, de manque d'accès à l'éducation, pour dépenser des centaines de millions de dollars dans des attaques engageant l'armée américaine, sans mandat des Nations unies, sans autorisation du Congrès américain, de l'autre côté du globe avec un arsenal militaire particulièrement coûteux, mettant ainsi en danger les civils au Moyen-Orient mais également les civils américains partout dans le monde.

La démocratie ne résultera pas d'une attaque militaire telle qu'engagée là, de la seule élimination d'un dictateur ou un régime. Tout le monde sait ce qu'il en a été en Libye et en Irak.

Hors les cas de légitime défense nécessaire et proportionnée, l'attaque d'un pays souverain sans mandat de l'Onu est d'abord, quels qu'en soient les motifs et justifications exposés, une violation du droit international, de la souveraineté des Etats et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Une telle intervention armée, qui n'a aucune légitimité juridique ni politique, a toute raison d'être source de chaos, entraînant une dynamique de vengeance,



une extension du conflit dans la région qui brouille la frontière entre belligérants, entre agresseurs et agressés et ne peut qu'alimenter la poursuite du pire.

La France et plusieurs pays européens, après avoir appelé à la retenue, ont dit être consternés par les attaques indiscriminées et disproportionnées lancées par l'Iran sur les pays voisins et être prêts à plusieurs actions « défensives » dans la région.

La LDH (Ligue des droits de l'Homme) condamne fermement ces attaques contre l'Iran menées conjointement par l'armée américaine et israélienne, sans mandat des Nations unies. Elle dénonce les violations du droit international et appelle à engager des négociations diplomatiques pour une désescalade et une transition juste en Iran. Elle appelle également la France à la retenue et à ne pas participer à des frappes offensives en Iran. Elle espère que le Conseil de sécurité de l'Onu se saisira rapidement de la question iranienne pour permettre une désescalade dans la région.

La LDH réitère son soutien au peuple iranien qui s'est soulevé pacifiquement pour la vie et la liberté et a été écrasé par un régime sanguinaire, tuant son peuple avec des armes de guerre, torturant, condamnant à mort, allant jusqu'à exécuter des enfants.

Le peuple iranien vit un tournant de son histoire. Il a plus que jamais besoin de notre soutien afin de pouvoir choisir son avenir.

COMMUNIQUÉ

LDH

Fondée en 1898

